



Marché 2025/06-01
« Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour la cantine scolaire »

Marché public de services

passé selon une procédure adaptée

(articles R.2123-1, R.2131-12, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique)

Pouvoir adjudicateur : M. Alain PARMENTELAT, Président

REGLEMENT DE CONSULTATION

Options au sens du droit communautaire :

- ☐ Marchés de prestations similaires
- ☐ Tranches optionnelles
- ☒ Marché reconductible

Date limite de remise des offres : le vendredi 8 aout 2025 à 12h00

Heure de Paris (UTC+01:00)

1. Objet du marché

Le présent marché concerne la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour les cantines scolaires situées dans les locaux suivants:

- Ecole d'Atton , 1 rue des dames -54700 ATTON
- Salle polyvalente de Bezaumont, 100 grande rue -54380 BEZAUMONT
- Salle des fêtes le Couarail, 21 grande rue -54700 LOISY

La cantine scolaire fonctionne en période scolaire les lundis, mardis, jeudis, vendredis, soit 4 jours par semaine pendant la période scolaire.

Les repas sont destinés aux élèves des classes maternelles et primaires scolarisés sur les communes du regroupement (de 3 ans révolus à 10/11 ans). La cantine scolaire est également ouverte aux adultes (enseignants, agents des services municipaux). La quantité maximale annuelle est estimée à un peu plus de 11.000 repas, soit une moyenne de 65 à 80 repas par jour.

Le contenu de la prestation est détaillé dans le CCTP.

L'exécution du présent marché devra respecter les dispositions de la loi n°2025-337 du 14 avril 2025 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM III).

2. Procédure et forme du marché

Marché public passé selon une procédure adaptée (*articles R.2123-1, R.2131-12, R.2162-1 à R.21626 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique*).

Le présent marché fera l'objet chaque semaine, en période scolaire uniquement, de l'émission de bons de commandes prioritairement par voie dématérialisée.

3. Durée du marché

La durée du présent contrat s'étend du 1 septembre 2025 au 31 août 2026

Il pourra être renouvelé 3 fois par tacite reconduction par période d'un (1) an, sans toutefois pouvoir dépasser au total 4 ans.

Toutefois, il pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, trois mois avant la date d'expiration.

4. Modalités financières

La facturation sera établie mensuellement par référence à l'unité repas, quel que soit le conditionnement.

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du marché sera de **30 jours** à la date de réception des factures.

5. Lots, variantes, accord-cadre à bons de commande, marché à tranches

Allotissement :

Il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés en application des articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique.

Variantes :

- Les variantes à l'initiative du candidat sont autorisées.

6. Dossier de Consultation des entreprises (DCE)

Il comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement, sa signature n'étant plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du marché public.
- Le CCTP,
- Le CCAP
- Le DQE valant BPU

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à la disposition des candidats, **exclusivement par téléchargement** gratuitement sur le Profil d'Acheteur à l'adresse suivante : www.klekoon.com, ainsi que sur demande par mail à l'adresse suivante : cantine@rpiduval.com
Il peut être téléchargé jusqu'à la date limite de réception des offres.

7. Précision ou modification du DCE

Question d'un candidat

Toute demande d'information complémentaire devra être formulée par courriel à l'adresse : cantine@rpiduval.com

Initiative du pouvoir adjudicateur

Une modification de détail ou une précision pourra être apportée au dossier de consultation des entreprises par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes seront modifiées en fonction de cette nouvelle date.

8. Conditions de remise des offres

Toutes les pièces de la candidature et de l'offre devront être rédigées en langue française.

9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours**. Il court à compter de la date limite de réception des offres.

10. Documents à fournir par le candidat

Pièces à fournir au titre de la candidature :

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les candidats dont le dossier de candidature est incomplet de fournir les pièces manquantes ou incomplètes dans un délai approprié et identique pour tous.

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixés par l'acheteur, ou ne peut produire, dans le délai qui lui est imparti, les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Les pièces à fournir au titre de la candidature sont les suivantes :

<input type="checkbox"/>	Formulaire DC1 dûment complété. A défaut de présentation de ce document, le candidat devra fournir tous les renseignements demandés dans ce formulaire.
<input type="checkbox"/>	Formulaire DC2 dûment complété. A défaut de présentation de ce document, le candidat devra fournir tous les renseignements demandés dans ce formulaire. Lorsque le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (notamment cotraitant), il devra produire, à l'appui de sa candidature, ce document, pour chacun des opérateurs économiques.
<input type="checkbox"/>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Lorsque le candidat s'appuie les capacités d'autres opérateurs économiques (notamment cotraitant, sous-traitant), il devra produire, à l'appui de sa candidature, une déclaration, pour chacun des opérateurs économiques.
<input type="checkbox"/>	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Lorsque le candidat s'appuie les capacités d'autres opérateurs économiques (notamment cotraitant, sous-traitant), il devra produire, à l'appui de sa candidature, une déclaration, pour chacun des opérateurs économiques.
<input type="checkbox"/>	Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Lorsque le candidat s'appuie les capacités d'autres opérateurs économiques (notamment cotraitant, sous-traitant), il devra produire, à l'appui de sa candidature, ce document, pour chacun des opérateurs économiques.
<input type="checkbox"/>	Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés. <ul style="list-style-type: none"> • Fournir l'agrément sanitaire • En cas de groupement, seul le membre du groupement chargé des prestations concernées doit justifier de ce niveau minimum
<input type="checkbox"/>	Extrait K bis. La fourniture de l'extrait Kbis est demandé à titre d'information. L'absence de sa communication ne peut motiver le rejet de la candidature.
<input type="checkbox"/>	Attestation d'assurance (RC) en cours de validité

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut fournir, en lieu et place des documents listés ci-dessus, un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant ce formulaire type.

Pièces à fournir au titre de l'offre :

<p>Il est impératif de fournir un dossier complet, entièrement conforme aux exigences du dossier de consultation. Le non-respect des exigences de forme (nombre de pages, format imposé, cadres de réponse, remise d'un support physique électronique, etc.) d'un document devant être remis au titre de l'offre, pourra entraîner l'irrégularité de l'offre.</p> <p>En cas de discordance entre les informations figurant dans l'offre sur support papier et celles fournies à l'appui d'un support physique électronique, les informations de l'offre papier prévaudront.</p>	
<input type="checkbox"/>	Les documents de consultation des entreprises valant RC, AE, CCT, CCAP dûment complétés, datés et signés
<input type="checkbox"/>	Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU) A compléter intégralement, dater et signer
<input type="checkbox"/>	<p>Un Mémoire Technique détaillant :</p> <p>Point N°1 : Moyens de contrôle au plan de l'hygiène (laboratoire...)</p> <p>Point N°2 : Mesures prises pour assurer la continuité de service (stock de réserve, menus de substitution, etc.</p> <p>Point N°3 : Plan alimentaire sur 20 jours (avec exemples de menus) y compris à thèmes</p> <p>Point N°4 : Détail des produits utilisés mentionnant le pourcentage minimum de produits frais/d'origine biologique/d'origine locale sur lequel le candidat s'engage (loi EGALIM)</p> <p>Point N°5 : Modèle d'affiche pour la communication à destination des usagers de la cantine scolaire présentant les 50 % de produits entrant dans la composition des menus et des démarches entreprises pour développer des produits issus du commerce équitable (loi EGALIM).</p>

L'attention des candidats est attirée sur le fait que **le mémoire technique constitue l'un des éléments de jugement des offres au regard des critères de jugement.**

Ce document deviendra contractuel. Il doit s'agir d'un document spécifiquement rédigé pour le marché avec le plus grand soin, ce qui exclut qu'il se limite à un simple document d'informations générales sur le candidat.

Signature des pièces de l'offre :

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, le candidat est invité à signer toutes les pièces de son offre avant de la déposer.

A défaut de signature, le seul dépôt de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué. En cas de défaut de signature dans le délai prescrit par l'acheteur, ce dernier se réserve la possibilité d'attribuer et de signer le marché avec le candidat ayant déposé l'offre classée immédiatement après.

11. Modalités de remise des offres11.1 Dématérialisation

Les plis des candidats peuvent être déposés de façon dématérialisée sur la plate-forme (Profil d'acheteur) Klekoon à l'adresse suivante : www.klekoon.com

Recommandations :

La transmission électronique se fera par l'envoi d'un seul dossier. Les documents et plans seront chargés en format PDF. Les compressions de fichiers devront respecter le format.zip.

Toutefois, afin de permettre l'archivage des dossiers des marchés publics dématérialisés, l'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Tous les fichiers envoyés devront être traités à charge du candidat préalablement à l'anti-virus. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Les modalités de remise des offres par voie électronique sont régies par les articles R.2132-7 à R.2132-14 du Code de la Commande Publique.

L'attribution du marché à un candidat ayant présenté une offre via le profil acheteur conduira à la rematérialisation du dossier de consultation des entreprises (DCE) en préalable à leur signature manuscrite, à l'exclusion de toute autre modalité et sans que l'attributaire concerné puisse s'y opposer.

Le mandataire d'un groupement d'entreprises assume seul la sécurité et l'authenticité des informations transmises par le groupement candidat.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les date et heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

● Transmission d'une copie de sauvegarde :

Le candidat pourra envoyer une copie de sauvegarde **en version imprimée et par courrier uniquement**. L'enveloppe devra porter la mention : « NE PAS OUVRIR – Offre pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide cantine scolaire. »

Ce pli devra être envoyé à : Syndicat Scolaire RPI du V.A.– 1 rue des dames – 54700 ATTON

11.2 Sous plis cacheté

Les candidats peuvent également transmettre leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

**Offre pour :
Fournitures de prestations alimentaires en liaison froide
NE PAS OUVRIR**

Recommandations :

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec accusé de réception postal et parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Syndicat Scolaire
RPI du V.A.L
1, rue des dames
54700 ATTON**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus, ils seront renvoyés à leurs auteurs. Ces pièces doivent être dûment complétées, datées et signées (+ cachet commercial)

11.3 Télécopie

La transmission par télécopie n'est pas autorisée.

12. Critères de jugement des candidatures et des offres

Les candidats qui ne présentent pas les garanties techniques, juridiques, professionnelles, et financières suffisantes ne seront pas admis.

Les critères de jugement des offres sont les suivants :

Critères :	Pondération	Mode de calcul
1- Prix	60 %	
Le prix sera apprécié sur la base du montant du DQE valant BPU		<p>Note brute :</p> <p>L'offre la moins-disante obtient la note maximale (10/10)</p> <p>Les autres offres sont notées par application de la formule:</p> $N = (\text{MIN}/m) \times 10$ <p>Avec :</p> <p>N = Note brute</p> <p>MIN = offre la moins disante</p> <p>m = montant de l'offre</p> <p>Note pondérée calculée selon la formule suivante :</p> $N' = N \times p$ <p>Avec :</p> <p>N' = Note pondérée</p> <p>N = Note brute</p> <p>p = pondération</p>
2- Valeur technique et qualitative du plan alimentaire (diversité, originalité, respect de la loi EGALIM, etc.)	40 %	
		<p>Note brute :</p> <p>1) Chacun des critères du mémoire technique sera noté de 0 à 2 avec l'appréciation suivante (note initiale) :</p> <p>2 : excellente ; 1.75 : très bonne ; 1,5 : bonne ; 1,25 : assez bonne ; 1 : moyenne ; 0,5 : faible ; 0 : nulle ;</p> <p>2) la meilleure note initiale obtenue pour la totalité des critères sera de 10 sur 10</p> <p>La note des autres offres sera recalculée par application de la formule :</p> $N = (n \times 10) / \text{MAX}$ <p>Avec :</p> <p>N = Note recalculée</p> <p>n = Note initiale</p> <p>MAX = meilleure note initiale</p> <p>Note pondérée calculée selon la formule suivante :</p> $N' = N \times p$ <p>Avec :</p> <p>N' = Note pondérée</p> <p>N = Note brute</p> <p>p = pondération</p>

Si l'analyse des offres aboutit à une stricte égalité des notes, le classement sera réalisé sur la base de la meilleure offre financière.

En cas de discordance entre le DQE valant BPU et le montant inscrit au présent document, une mise au point du marché sera établie pour mettre en conformité le présent document avec le DQE valant BPU.

Si le candidat sur le point d'être retenu refuse la mise au point, l'offre sera déclarée incohérente et par voie de conséquence éliminée. Le marché sera alors attribué au candidat classé immédiatement après ou la consultation sera déclarée infructueuse.

13. Négociation

Une négociation pourra être engagée. La collectivité se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, celle-ci sera engagée avec les deux premiers candidats et pourra porter sur le prix et la valeur technique de l'offre.

Pendant toute cette période, les candidats sont tenus par leur offre et ne peuvent ni la modifier, ni la retirer.

NB : Les dossiers ne sont pas restitués aux candidats. Ils sont conservés dans les archives de la collectivité *a minima* pendant toute la durée légale.